



ECHOS *de la* MONUSCO

Volume VII - N°47 • Juillet 2015



Bilan de la MONUSCO dans l'Est

**Uvira : un an de progrès importants
dans la protection des civils**



Uvira, Sud Kivu, 19/03/2015. Une délégation de la MONUSCO, essentiellement composée des militaires, discute avec la population des mécanismes de sécurité.

Photo MONUSCO/Jean Toile Okala

Sud Kivu

Gagner le défi de la protection des civils

✂ Par Charles Bambara*

30 juin 2014 - 30 juin 2015, déjà un an que la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) poursuit ses opérations dans le territoire d'Uvira, en province du SUD Kivu. Objectif : Exécuter son mandat de protection des populations civiles.



Douze mois durant, et conformément à ce mandat, les hommes et les femmes, soldats de la paix déployés sur le terrain dans ce territoire n'ont ménagé aucun effort pour réaliser les objectifs principaux de la Mission : stabiliser, consolider et restaurer l'autorité de l'Etat. Ils ont dû apporter un appui logistique, matériel et conseils nécessaires aux partenaires traditionnels : autorités politiques et administratives, Police Nationale Congolaise (PNC), Forces armées de la RDC (FARDC) dans le but majeur de protéger les civils et de combattre les groupes armés.

Le contexte politico-militaire était plutôt ardu. Les tensions politiques et sécuritaires au Burundi voisin, n'ont pas aidé ce travail de consolidation de la paix dans la région. L'opération "Kamilisha Usalama" menée conjointement par la Force de la MONUSCO et les FARDC a permis de déloger d'ailleurs avant la fin l'année 2014 les FNL burundais du Sud Kivu.

Concomitamment à cette sécurisation, de nombreux efforts ont été déployés dans la Plaine de la Ruzizi pour faciliter la réconciliation intercommunautaire, prêcher les vertus du dialogue, sensibiliser ou former les populations aux différents mécanismes de protection des civils. Par ailleurs des Projets à Impact Rapide (QIP), sont venus matérialiser cet engagement de la MONUSCO à travers la mise en œuvre de projets concrets au bénéfice des populations.

Des puits d'eau potable, à la construction des états-majors de la PNC, en passant par la construction de bureaux pour la Direction Générale des Migrations (DGM), il convient de noter que la MONUSCO-Uvira a initié de nombreux Projets à Impact Rapide (QIPs) censés contribuer à la réduction de la violence communautaire. Ces projets, non seulement créent de l'emploi, mais aussi évitent aux jeunes de se laisser enrôler par force par les groupes armés.

En douze mois donc, ce sont quelque 378,997 dollars américains que la MONUSCO-Uvira a dépensés dans le cadre des Projets à Impact Rapide pour promouvoir et consolider la paix, le dialogue entre les communautés.

Martin Kobler, Chef de la MONUSCO, s'est lui-même rendu plus de trois fois en moins d'une année à Mutarulé pour appuyer les efforts du Bureau de la Mission à Uvira, en vue de la restauration de l'Etat dans cette partie du pays. Un "îlot de stabilité" y a été créé. Pour la MONUSCO, il s'agit d'aider les autorités à se rapprocher des populations, à manifester leur présence et combler ainsi le vide laissé en certains endroits par les forces de l'ordre de l'Etat; un vide qui a souvent donné lieu à la prolifération de groupes armés et aux violations massives des droits de l'Homme.

Partout dans le territoire d'Uvira, la MONUSCO a réitéré le même message de paix à la population : la guerre menée contre les groupes armés

Sommaire

Actualité

- 3 Martin Kobler souligne l'importance de la coopération entre la MONUSCO et les FARDC pour neutraliser les groupes armés
- 5 "Le dialogue politique est une affaire des Congolais", déclare l'ambassadeur de la RDC à l'ONU

Analyse

- 6 Pour une redynamisation du partenariat

Focus sur Uvira

- 8 Un an des progrès importants dans la protection des civils
- 10 Sud Kivu : situation préoccupante des réfugiés burundais à Fizi
- 11 Sud Kivu : le Commandant de la Force de la MONUSCO appelle à la protection des réfugiés burundais
- 12 La MONUSCO renforce les capacités des jeunes et chefs de quartiers d'Uvira
- 13 Deux bureaux de la Direction Générale des Migrations construits par la MONUSCO
- 14 Pour une meilleure sécurisation des populations civiles
- 15 Construction des locaux pour la Police nationale congolaise
- 16 Les officiers de police judiciaire à l'école des droits de l'Homme

Echos des secteurs

- 17 La MONUSCO soutient les FARDC pour neutraliser le FRPI
- 18 Kabumbulu, un groupement sinistré au cœur du Katanga

Post-scriptum

- 19 Journée Internationale Nelson Mandela. Un prix pour des humanistes

Directeur de l'Information Publique
Charles Antoine Bambara

Coordonnatrice des Publications
Aissatou Laba Toure

Rédacteur-en-Chef
Joseph Tshimanga

Infographiste
Jésus Nzambi Sublime

Contributeurs

Tom Tshibangu, Yulu Kabamba, Théophane Kinda, Abdourahmane Diallo

14 Juillet 2015, devant le Conseil de sécurité des Nations Unies

Martin Kobler souligne l'importance de la coopération entre la MONUSCO et les FARDC pour neutraliser les groupes armés

Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en RDC, Martin Kobler, a salué la coopération entre les Forces armées de la RDC (FARDC) et la Force de la MONUSCO, dans la lutte contre les groupes armés dans l'Est de la RDC. Il l'a dit le 14 juillet, au cours de la présentation du rapport sur la situation sécuritaire de la RDC au Conseil de Sécurité de l'ONU, à New York. Compte rendu.

✂ Par Centre d'actualités des Nations Unies avec ECHOS de la MONUSCO

M. Kobler, a rappelé que la protection des civils était au cœur du mandat de la Mission. *“Je viens de voir ‘un rayon d'espoir’ sur une de nos lignes de front », a-t-il dit à ce propos, en signalant la mise en place d'un cordon militaire et d'opérations de recherche par les Forces armées de la RDC (FARDC), soutenues par les forces de la MONUSCO, afin de s'opposer aux Forces de Résistance Patriotiques de l'Ituri (FRPI). Ce sont les opérations les plus efficaces jamais menées depuis celles contre le M23”, a-t-il fait remarquer. Il a expliqué que cette fois, il n'avait pas été possible d'éviter l'usage de la force, après trois occasions manquées des FRPI de se rendre.*

Depuis le 3 juin, a poursuivi M. Kobler, les efforts conjoints de la MONUSCO et des forces congolaises ont permis de neutraliser environ un quart des FRPI. Il a cependant insisté sur ce qu'il reste à faire pour restituer l'autorité de l'État et créer des opportunités d'emploi, en particulier pour les jeunes, ainsi que pour trouver des solutions pour les anciens combattants afin qu'ils ne soient pas attirés par de meilleures opportunités chez les FRPI. Les opérations en cours prouvent qu'en agissant ensemble, nous pouvons protéger plus efficacement les populations, consolider la paix et restaurer l'espoir, a assuré le Représentant spécial avant de rappeler des situations tragiques qu'il a lui-même constatées sur le terrain.

“Les opérations contre les FRPI démontrent clairement ce que nous pouvons réaliser quand les Forces de la RDC et la MONUSCO travaillent ensemble”, a-t-il dit, en saluant le

Gouvernement de la RDC pour sa coopération avec les forces de la MONUSCO et les FARDC dans ces opérations. *“Le résultat de ce partenariat renforce notre engagement et notre volonté à combattre la menace que représentent les groupes armés”, a-t-il ajouté* en s'adressant à l'Ambassadeur Gata Mativa, de la RDC.

Les opérations menées conjointement contre les Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR) dans le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et au Katanga sont dans l'impasse depuis cinq mois, a cependant fait remarquer M. Kobler.

Progrès dans la sécurité

Il a souligné à nouveau les progrès importants accomplis par le Gouvernement congolais au cours des 10 dernières années pour rétablir la sécurité, tout en regrettant que la population soit toujours à la merci de

Editorial Suite de la page 2

pour protéger les civils ne peut être gagnée sans la nécessaire implication de ces civils eux-mêmes. Les populations ont constamment été invitées et encouragées à faire confiance aux forces de défense et de sécurité congolaises, en dénonçant les exactions des groupes armés et en collaborant avec les forces de sécurité.

Au Conseil de Sécurité des Nations Unies à New-York, lors de son briefing en juillet 2015 sur la situation en RDC, Martin Kobler est notamment revenu très amplement sur la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC. Il a appelé de tous ses vœux cette constance qui devrait marquer le partenariat MONUSCO-FARDC: l'action concrète sur le terrain avec des opérations conjointes. Zone sensible, le sud Kivu et notamment le territoire d'Uvira devrait bénéficier de cette fraternité d'armes pour la paix, afin que la région devienne un havre de paix et que le défi du développement soit gagné ■

*Directeur de la Division l'Information Publique



Martin Kobler, Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU, au cours de la présentation du rapport sur la situation sécuritaire de la RDC au Conseil de sécurité, à New York



Les membres du Conseil de sécurité en séance de travail, à New York

Photo ONU/Rick Bajornas

groupes armés dans de nombreuses parties de l'est du pays. Le Gouvernement de la RDC a choisi de mener ses opérations de manière unilatérale dans cette région, a-t-il dit, en indiquant que, pour sa part, la MONUSCO réfléchissait aux moyens de reprendre une collaboration avec le Gouvernement dans le cadre des engagements en matière de droits de l'homme.

Pourtant, M. Kobler a prévenu que, malgré certains succès des FARDC pour déloger les FDLR de leurs bastions, l'armée congolaise ne parvient pas à consolider sa position dans les zones libérées où la population continue de subir des violences. Dans les territoires de Rutshuru et Nyiragongo, qui sont le théâtre d'opérations anti-FDLR, l'insécurité a de nouveau augmenté, a-t-il indiqué, en déplorant que le personnel des Nations Unies et le personnel humanitaire soient aussi la cible de violences.

Signalant le nombre de violations des droits de l'Homme qui ont affecté 416 personnes au cours des six derniers mois, M. Kobler a noté une forte hausse par rapport aux 75 victimes du semestre précédent. Il a dénoncé, en particulier, les actions des Forces Démocratiques Alliées (ADF) à Beni, en soulignant leur nature islamiste. Le représentant de la RDC a assuré, à cet égard, que les FARDC, appuyées par la MONUSCO, font de leur mieux pour sécuriser Beni et ses environs.

Après avoir rappelé que 156 soldats de la MONUSCO avait contribué à la formation

de près de 900 policiers congolais, M. Kobler a demandé au Gouvernement de la RDC de travailler en étroite coopération avec la Mission pour garantir le droit à la sécurité pour la population congolaise. *"Attendre n'est tout simplement pas une option"*, a-t-il prévenu en énumérant les souffrances de la population, notamment celle des femmes qui ont peur de se faire violer.

Processus électoral à soutenir

Passant au processus électoral en cours à Kinshasa, le Représentant spécial a prévenu que l'on risquait l'instabilité en l'absence d'élections crédibles. Il a plaidé en faveur d'un processus électoral transparent, en demandant de surmonter quatre obstacles majeurs: un budget, un calendrier réaliste, des listes électorales mises à jour, un espace suffisant pour l'opposition et la société civile. Il a émis l'espoir que les consultations organisées par le Gouvernement de la RDC n'entraîneraient pas un report des élections présidentielle et législatives prévues en novembre 2016.

Dialogue en cours

En ce qui concerne la revue stratégique lancé en mars 2015 entre le Gouvernement et la MONUSCO, M. Kobler a indiqué que son objectif était de mettre en route une stratégie de sortie consensuelle et de relancer une collaboration sincère sur les questions de la sécurité, des élections, des droits de l'homme et de la communication.

Il s'est félicité de l'esprit de confiance mutuelle qui a présidé au cours de ces négociations, permettant ainsi de réaliser des progrès.

M. Kobler a précisé que des équipes mixtes MONUSCO et forces de la RDC-avaient mené, au mois de mai, des missions conjointes dans 29 territoires des 4 provinces affectées par le conflit. Les discussions sont en cours pour évaluer les résultats de ces missions, a-t-il dit en soulignant quelques divergences de vues sur le retrait des troupes de la Mission. Le Gouvernement de la RDC souhaite, en effet, une nouvelle réduction, tandis que la Mission préfère adopter une approche plus structurée pour cette phase de retrait, qui soit conforme à la résolution 2211.

"Nous sommes d'accord sur le fait que la MONUSCO doit quitter progressivement le Congo", a affirmé le Représentant spécial en faisant remarquer que ce retrait avait déjà commencé. Il a précisé que 1 420 des 2 000 Casques bleus devant être rapatriés ont déjà quitté le pays. Ces soldats ne reviendront pas en RDC, a-t-il assuré. *"Le plus vite, le Gouvernement et la MONUSCO joindront leurs forces, le plus vite les groupes armés seront éradiqués"*, a-t-il estimé. *"le plus vite les groupes armés seront éradiqués et l'autorité de l'État restaurée, a-t-il estimé, le plus vite, les troupes de la MONUSCO seront réduites"*.

Source : 7484e séance du Conseil de sécurité – mardi 14 juillet 2015. Couverture des réunions

Ignace Gata Mavita, Représentant permanent de la RDC à l'ONU

“Le dialogue politique est une affaire des Congolais”

La réunion du Conseil de sécurité des Nations Unies, organisée le 14 juillet 2015, sur la situation concernant la République démocratique du Congo a été “importante et opportunément justifiée”, selon l'Ambassadeur et représentant permanent de la RDC à l'ONU, Ignace Gata Mavita, qui s'est penché sur la mise en œuvre des engagements pris par son pays au titre de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba, les relations avec la MONUSCO, l'avancement du processus électoral et la situation sécuritaire dans la partie Est de la RDC.

Par Joseph Tshimanga/MONUSCO

Le Gouvernement a pris des engagements fermes au titre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région: la poursuite de la réforme du secteur de la sécurité, pour ce qui concerne l'armée et la police, la consolidation de l'autorité de l'Etat dans l'est du pays et la lutte contre les groupes armés. Il revient également à la RDC la charge de promouvoir les réformes structurelles des institutions de l'Etat, y compris la réforme des finances ; et de promouvoir les objectifs de réconciliation nationale et de démocratisation.

“Trois ans après la signature dudit Accord, il y a lieu d'affirmer que la RDC a réalisé la majeure partie de ses engagements. En effet, depuis que le Gouvernement a mis en place

un cadre légal et réglementaire des réformes à entreprendre pour la mise en œuvre de l'Accord-cadre, des progrès notables ont été accomplis” a indiqué M. Gata Mavita.

Pour ce qui est des relations avec la MONUSCO, a-t-il ajouté, le dialogue amorcé avec les Nations Unies dans le cadre de la revue stratégique se poursuit. “Nous sommes convaincus que mon Gouvernement arrivera à un terrain d'entente avec les Nations Unies et qu'un accord interviendra sans doute sur les points qui font l'objet de discussions”.

Lors de la même réunion du Conseil de Sécurité, parlant du processus électoral en cours à Kinshasa, le chef de la MONUSCO, Martin Kobler, a prévenu que l'on risquait l'instabilité en l'absence d'élections

crédible. Il a émis l'espoir que les consultations organisées par le Gouvernement de la RDC n'entraîneraient pas un report des élections présidentielle et législatives prévues en novembre 2016. A cet égard, le représentant de la RDC a souligné l'importance du dialogue voulu par le chef de l'Etat : “c'est une affaire des Congolais qui doivent, a-t-il dit, apprendre à se parler entre eux, sans l'ingérence étrangère”

Pour illustrer la volonté de son gouvernement d'organiser des élections transparentes et crédibles, il a assuré que le calendrier électoral pour les prochaines élections était établi et que le budget nécessaire avait été présenté. Il a néanmoins énuméré les différents obstacles sur cette voie, comme la sécurisation du processus électoral ■



Ignace Gata Mavita Lufuta, Représentant permanent de la République démocratique du Congo à l'ONU, au cours de la réunion du Conseil de Sécurité sur la situation concernant son pays

MONUSCO - RDC

Pour une redynamisation du partenariat

Dans une déclaration communiquée le 14 juillet 2015 devant le Conseil de sécurité, lors de sa 7 484^{ème} séance de travail sur la situation en République démocratique du Congo, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la République démocratique du Congo, Martin Kobler, a réitéré l'appel de la MONUSCO au gouvernement à redynamiser leur partenariat, dans le cadre de l'exécution du mandat de protection des civils, de stabilisation et de lutte contre les groupes armés. Analyse.

Par Yulu Kabamba/MONUSCO

Par sa résolution 2211, le Conseil de Sécurité a renouvelé d'un an le mandat de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo MONUSCO, du 30 juin 2015 au 30 juin 2016, dont les grandes priorités sont : outre la protection des civils, l'appui du processus électoral, le dialogue stratégique et la restauration de l'autorité de l'Etat.

Suite à la présentation du rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la

situation en République démocratique du Congo au Conseil de Sécurité des Nations Unies, le 14 juillet 2015, Martin Kobler a souligné que la meilleure application de ce mandat "dépend du partenariat constructif et permanent entre la MONUSCO et le gouvernement congolais".

Les opérations de ratisage menées avec succès par les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) appuyées par la MONUSCO contre le Front Patriotique de Résistance en Ituri (FRPI) est un

exemple réussi de ce partenariat. Selon de nombreux observateurs avertis, ces opérations ont été une grande réussite, après celle de la victoire sur le Mouvement du 23 mars (M23) en 2013.

Protéger la population

En effet, les efforts conjoints menés par les FARDC avec l'appui de la MONUSCO depuis le 3 juin 2015 ont permis de neutraliser près d'un quart des effectifs des combattants du FRPI. Dans ces opérations, la MONUSCO a



Des éléments de la Brigade d'Intervention de la MONUSCO et des Forces armées de la RDC en patrouille au cours d'une opération militaire contre l'ADF le 13/03/2014, à Beni dans la province du Nord Kivu

Photo MONUSCO/Sylvain Liechti



Le gouverneur du Sud Kivu, Marcellin Cishambo (au milieu) pose la première pierre de la construction des locaux de la Direction générale des Migrations (DGM) par la MONUSCO

Photo: MONUSCO/Jean Tobie Okala

appuyé les FARDC avec des hélicoptères de combat et des drones.

Aussi, la protection des populations civiles reste-t-elle réellement au cœur du mandat de la MONUSCO. Il faut à tout prix répondre aux attentes de cette population qui n'a que trop souffert. La population congolaise meurtrie ne demande pas mieux que de vivre dans la paix et la quiétude, c'est-à-dire, être capable d'exercer les activités champêtres, envoyer les enfants à l'école, aller au marché et à l'église sans crainte d'être agressée par des éléments des groupes armés et avoir l'espoir de vivre comme tous les autres peuples.

C'est cela qui constituera le point culminant de cette Mission des Nations Unies pour la stabilisation en RD du Congo. Mais pour y arriver, il faut unir les forces pour mieux protéger les populations civiles sans défense, harmoniser les positions pour mieux consolider la paix et travailler ensemble pour redonner l'espoir à des populations meurtries.

La MONUSCO est actuellement en train d'explorer les voies et moyens pour reprendre la coopération avec le Gouvernement au profit des populations civiles sans défense qui attendent d'être protégées.

Il ne faudra plus prolonger cette attente. Chaque jour qui passe, des femmes congolaises ne peuvent aller aux champs vaquer

librement à leurs occupations par crainte d'être violées; des villageois sont contraints de payer des taxes illégales; des enfants congolais sont recrutés par des groupes armés, exploités et abusés. *"Si nous demeurons unis dans nos objectifs, nous devons l'être également dans nos actions"*, a réaffirmé Martin Kobler.

Stabiliser le pays

Pour consolider davantage la stabilité du pays, les recommandations de la Résolution du Conseil de Sécurité 2211 sont on ne peut plus claires en ce qui concerne le processus électoral: il devra être transparent et crédible; il devra respecter la constitution et le calendrier électoral. Les élections à elles seules ne constituent pas une garantie pour la stabilité, mais l'absence des élections crédibles peut accroître les risques d'instabilité. C'est pour cela que la Mission des Nations Unies recommande que le budget des élections soit rapidement approuvé ainsi qu'un calendrier réaliste, un fichier électoral actualisé et un espace politique davantage ouvert à l'opposition politique et la société civile.

Il ne fait l'ombre d'aucun doute que la



MONUSCO quittera la RDC de manière progressive. D'ailleurs, le train du processus de réduction des effectifs de la MONUSCO est déjà en marche avec le rapatriement de 1.420 sur 2.000 hommes de troupes en opération dans l'est du pays. Cette réduction des effectifs affecte également le personnel civil de la Mission.

A cet effet, le dialogue stratégique, amorcé en mars 2015, qui sous-tend les différentes rencontres de très haut niveau entre la MONUSCO et le Gouvernement de la République Démocratique du Congo avance lentement mais sûrement vers la mise en œuvre d'une stratégie de sortie définitive de la MONUSCO ■

Un an de progrès importants dans la protection des civils

Bilan chiffré de l'action de soutien et d'appui de la MONUSCO, à Uvira, aux FARDC, à la Police Nationale Congolaise (PNC) et ses multiples interventions humanitaires.

➤ Dossier réalisé par le Bureau de l'Information Publique de la MONUSCO Uvira/Jean-Tobie Okala

Dans le cadre de la lutte contre les groupes armés (nationaux et étrangers), la MONUSCO a considérablement participé aux opérations militaires conjointes et au processus de désarmement. Ainsi, cinquante-cinq membres des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) dont vingt trois combattants et trente deux dépendants ont été rapatriés au Rwanda par la Section DDR-RR. Pendant ce temps, sept combattants des

On ne saurait passer sous silence les patrouilles quotidiennes des Casques bleus de la MONUSCO, qui ont permis d'atténuer considérablement l'insécurité dans la Cité d'Uvira, d'éviter (certainement) de nouveaux massacres dans la Plaine de la Ruzizi et de sauver des vies humaines.

Les mêmes Casques bleus qui sont intervenus à cinq reprises pour lutter contre des incendies qui auraient pu ravager des pans entiers d'Uvira, où il n'existe pas de service

la MONUSCO dans le cadre d'exécution du mandat de protection des civils et de stabilisation. A titre d'exemple, l'appui logistique apporté à la Police Nationale congolaise (PNC) en carburant, pendant les patrouilles et les opérations "coup de poing" dans les districts d'Uvira et dans la Plaine de Ruzizi, s'est chiffré à environ 6,782 litres de gasoil.

Humanitaire

La MONUSCO a également été très active dans la lutte contre l'épidémie de choléra dans le territoire d'Uvira: deux véhicules furent offerts à l'Administration du Territoire et à la Zone de Santé d'Uvira pour la supervision et la lutte contre les maladies diarrhéiques. Bien plus, la MONUSCO a fait don de : plus de 2000 savons pour le lavage de mains; 40000 comprimés pour la purification d'eau; dix lits-cholera accompagnés de quatre seaux; quarante lits de camp; deux réservoirs d'eau de 1000 litres chacun; une tente; 356 solutions intraveineuses (de 1000ml chacune); 400 comprimés d'Antibiotiques (Doxycycline)

Appui au système judiciaire

L'appui au système judiciaire n'a pas été en reste. Dans le cadre de la protection des civils, volet de la lutte contre l'impunité, la MONUSCO-Uvira, à travers sa Section d'Appui à la Justice et avec le concours d'autres intervenants du secteur de la Justice, a appuyé le Tribunal militaire de Garnison d'Uvira et la Cour militaire de Bukavu à l'organisation de quatre audiences foraines dans le territoire de Fizi et d'Uvira.

Au cours de ces audiences foraines, vingt-trois dossiers ont été examinés dont vingt-et-un en appel. Il en a résulté treize



Photo MONUSCO/Jean Tobie Okala

Au cours d'une marche pacifique, les femmes d'Uvira appellent à la paix et à la fin de conflits

Forces Nationales de libération (FNL) ont été remis aux FARDC pour leur rapatriement dans leur pays, le Burundi. Par ailleurs, deux-cent et neuf combattants issus des différents groupes armés congolais ont été remis par la MONUSCO aux FARDC, dans le cadre du DDR.

anti-incendie! L'ONG Pax Christi/Uvira, la boîte de nuit (Sky Hills)... ou les locaux d'une compagnie de transfert d'argent furent ainsi par exemple "sauvés" des flammes grâce au concours de la MONUSCO.

Ils sont nombreux, dans le territoire d'Uvira, les bénéficiaires de l'appui de

décisions judiciaires définitives dont sept condamnations pour viol, crime de sang, vol à mains armées et espionnage.

Aussi la MONUSCO a-t-elle appuyé le Parquet de Grande Instance d'Uvira à mener des inspections des bureaux des officiers de la police judiciaire (OPJ) et le contrôle des amigoss, pour lutter contre la détention illégale: trente trois visites de lieux de détention ont ainsi été effectuées pour vérifier la régularité de la garde à vue. Durant ces visites, le Parquet a ordonné la remise en liberté de soixante dix-sept personnes arrêtées, soit pour insuffisance de charges, soit pour des faits non infractionnels, soit pour des faits purement civils. Les magistrats inspecteurs ont profité de ces visites pour faire une remise à niveau des officiers de la police judiciaire.

Restauration de l'autorité de l'Etat

Dans le cadre de la stabilisation et de la restauration de l'autorité de l'Etat au sein des Institutions judiciaires, la MONUSCO a accompagné les greffes du Tribunal de Grande Instance, du Tribunal de Paix d'Uvira ainsi que le Secrétariat du Parquet de Grande Instance d'Uvira à organiser des séances de restitution de la formation tenue à Bukavu du 2 au 5 mars 2015 par l'Ecole Nationale de formation et de recyclage du personnel judiciaire sur la gestion pratique du greffe et du secrétariat du Parquet.

Ainsi, trente-trois membres du personnel de l'appareil judiciaire dont dix-neuf greffiers et quatorze secrétaires du Parquet ont participé activement à ces séances de restitution durant le mois d'avril et de mai 2015.

Toujours dans le cadre de la protection des civils, la MONUSCO-Uvira a organisé treize séries de sensibilisation à Uvira-centre, à Kiliba, à Bwegera, Luberizi, Kilembwe, Luvingi, Mwandinga I,II,III, Minembwe, Hongero, Kigongo et Mboko, et formé entre juillet 2014 et juin 2015 plus de six cents vingt-huit points focaux sur les mécanismes de protection, l'identification des menaces ou encore le rôle des points focaux dans la protection des civils pour prévenir ou atténuer les menaces.

Parallèlement à ces formations, le Bureau Conjoint des Nations Unies pour les droits de l'Homme de la MONUSCO -Uvira (BCNUH) a effectué dix missions conjointes de protection à travers les deux territoires de Fizi et d'Uvira.

Le BCNUDH a aussi sensibilisé deux cents trente sept éléments des FARDC sur le droit international humanitaire et les droits de l'homme dans le cadre des opérations militaires conjointes ; formé quatre-vingt sept OPJ sur l'amélioration des enquêtes en matière de violences sexuelles, la rédaction des procès-verbaux et le meilleur respect des droits des personnes détenues ; formé



Photo MONUSCO/Jean Tobie Okala

trente activistes des droits de l'Homme au monitoring des violations des droits humains en vue d'améliorer la qualité de leurs rapports; et sensibilisé deux cents jeunes leaders sur les infractions pénales et les sanctions judiciaires.

Concernant la sensibilisation des populations sur le mandat de la Mission, la culture de la Paix, le respect des Droits de l'Homme et le civisme, les élections, la Section de l'Information publique de la MONUSCO a, de son côté, organisé des dizaines de rencontres avec les différentes couches sociales.

Plus de deux mille personnes ont été sensibilisées par l'Information publique de la MONUSCO-Uvira. dix-sept journalistes de Luvingi, Kiliba et Sange ont été formés ou recyclés aux techniques d'écriture journalistique et sensibilisés sur le code d'éthique et de déontologie journalistique ■

▲
Inauguration, à Uvira, d'un projet à impact rapide de la MONUSCO dans la prison centrale d'Uvira

La MONUSCO fournit de l'eau potable à la prison centrale d'Uvira



Photo MONUSCO/Jean Tobie Okala



Photo MONUSCO/ Jean Tobie Okala

Une vue du camp de réfugiés de Lusenda, à Uvira, Sud Kivu

Sud Kivu : situation préoccupante des réfugiés burundais à Fizi

Depuis l'éclatement de la crise du Burundi due à l'instabilité électorale, des milliers de citoyens burundais se sont réfugiés en République démocratique du Congo, dont 13,300 recensés par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme dans le camp de Lusenda, en territoire de Fizi.

Par Jean-Tobie Okala/MONUSCO

Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Réfugiés (HCR) avait estimé que quelque 150 000 Burundais avaient fui leur pays, du fait des violences pré-électorales. Parmi eux, plus de 13 500 ont trouvé refuge en République démocratique du Congo (RDC), dont 13 368 officiellement recensés pour les deux territoires d'Uvira et de Fizi au Sud-Kivu. Si une bonne partie d'entre eux sont dans des familles d'accueil, en revanche, 7 000 d'entre-eux sont hébergés dans le camp de Lusenda, village situé à une soixantaine de kilomètres d'Uvira.

Prévu initialement pour accueillir 10 300 réfugiés, ce camp est confronté aujourd'hui à un problème d'espace, de sécurité et d'administration. Le 19 juillet, la Commission Nationale des Réfugiés (CNR) a bouclé une mission de prospection de nouveaux sites dans le territoire de Fizi, pour désengorger le site de Lusenda.

Sur place, la délégation a rencontré les chefs de secteurs de Tanganyika et de

Mutambala, certains chefs coutumiers ainsi que les autorités territoriales de Fizi. Ensemble, ils ont ciblé les sites de Lulinda et de Lubumba, dans le secteur de Tanganyika ainsi que le site de Mulongwe dans le secteur de Mutambala. D'après la CNR, les deux premiers sites présentent l'avantage d'être proches du camp existant de Lusenda.

Ils sont situés près d'une rivière et sont proches des villages disposant d'écoles primaires et secondaires ainsi que des structures sanitaires. Le troisième site de Mulongwe, lui, est plus vaste et répond aux normes requises pour l'implantation d'un camp. Bien plus, il est loin de la frontière avec le Burundi, a souligné le chef d'antenne de la CNR/Uvira.

Le HCR devait encore évaluer ces trois sites avant de décider lequel pourrait accueillir d'éventuels nouveaux réfugiés. Car sur les 13,368 réfugiés officiellement recensés dans les territoires d'Uvira et de Fizi, près de 7000 vivent à l'extérieur de ce camp, notamment au Centre de transit de Kavim-

vira, au poste de rassemblement de Sange et dans des familles d'accueil.

En plus de problème d'éclairage public dans le camp et de régime alimentaire non varié que reçoivent ces réfugiés burundais, l'équipe de la CNR se dit par ailleurs très préoccupée par la sécurité à l'intérieur même du camp de Lusenda. A peine trente policiers pour la sécurité ce qui est insuffisant, selon la CNR et la MONUSCO-Uvira.

Par ailleurs, plusieurs cas de conflits domestiques et d'alcoolisme sont signalés aussi bien parmi les réfugiés que les policiers, souligne la CNR. Enfin, autre souci, certains réfugiés s'en prennent physiquement aux policiers.

Plusieurs mesures ont été prises dans le cadre du plan de contingence mis en place pour faire face à la crise burundaise. Outre un hélicoptère de la MONUSCO disponible 24h/24 à Uvira, deux tentes vont être érigées pour accueillir éventuellement temporairement le personnel onusien qui pourrait être emmené à être évacué du Burundi ■

Sud Kivu

Le Commandant de la Force de la MONUSCO satisfait de la protection des réfugiés burundais

Lors de sa récente visite au camp des réfugiés burundais de Lusenda, au Sud-Kivu, le général Carlos Alberto Dos Santos Cruz s'est dit satisfait des mesures prises pour la protection de quelque 7.000 réfugiés burundais hébergés dans ce camp, promettant, toutefois de renforcer lesdites mesures par un appui logistique de la MONUSCO.

“Je suis satisfait de la façon dont les choses se passent ici”, a déclaré le commandant de la Force de la MONUSCO, à l'issue de sa visite effectuée à Lusenda le 24 juillet dernier.

“Nous avons la Police [sur le terrain] même si elle est en nombre insuffisant, nous avons les FARDC ; le camp est très bien organisé”, a constaté le général Dos Santos Cruz, avant d'ajouter : “Nous devons juste apporter notre appui pour améliorer le système de communication qui me paraît essentiel”.

L'appui de la MONUSCO se concrétisera rapidement par la fourniture de matériels de communication radio mobile à la Police Nationale Congolaise (PNC), a promis le commandant de la Force de la MONUSCO, après avoir échangé avec des réfugiés, la PNC et les représentants du Haut-Commissariat des Nations Unies aux réfugiés (HCR).

Le général Dos Santos Cruz était à la tête d'une forte délégation comprenant notamment le général Masood Ayyaz, commandant de la Brigade du Sud-Kivu de la MONUSCO, le général Gustavo Safari, commandant du secteur sud des opérations militaires Sukula II des FARDC au Sud-Kivu, et Mme Christine Kapalata, chef de Bureau intérimaire de la MONUSCO Sud-Kivu,

La visite à Lusenda du commandant de la Force onusienne dans le territoire de Fizi a été précédée d'une brève escale à Uvira où, la délégation accueillie par le chef du Sous-bureau de la MONUSCO, Ould Mohamed El Hacem, a dû s'imprégner de la situation sécuritaire dans la zone ainsi que de la situation des réfugiés burundais ■



▲ Le commandant de la Force de la MONUSCO s'entretient avec des jeunes

▲ Le général Carlos Alberto Dos Santos Cruz (2^{ème} à gauche) et sa délégation dans le camp des réfugiés de Lusenda, au Sud Kivu

Restauration de l'autorité de l'Etat

La MONUSCO renforce les capacités des jeunes et chefs de quartiers d'Uvira

La MONUSCO-Uvira a formé cent soixante-dix jeunes de quatorze quartiers d'Uvira à travailler étroitement avec les autorités locales, dans le cadre de la promotion de la culture de la paix.

Ce séminaire qui s'est tenu en février 2015 rentrait dans le cadre du renforcement de l'autorité de l'Etat. Plus globalement et pour Armand Forster, chef de la Section des Affaires civiles de la MONUSCO-Uvira, ces quatre jours de formation soutenue visaient à *"contribuer à la création des conditions favorables à la protection des civils ainsi qu'au dialogue démocratique entre les autorités locales et les jeunes; cela, en vue de leur implication dans l'instauration d'une gouvernance et d'une démocratie locales susceptibles de favoriser le consensus et la cohésion sociale"*. Parmi les objectifs spécifiques poursuivis par cette formation, il s'agissait notamment de sensibiliser les leaders des jeunes et les chefs de quartiers sur le contenu de l'Accord cadre d'Addis-Abeba tout en soulignant leurs rôles et responsabilités

au côté des autorités locales; d'appuyer les chefs de quartiers dans la mise en place d'un cadre de dialogue entre les jeunes, la société civile et les services locaux de sécurité en vue de la matérialisation de leur soutien à la stabilisation de leurs entités ; de renforcer la capacité des acteurs locaux en système d'identification précoce des menaces et des réponses. Processus électoral oblige, le séminaire visait également à informer les jeunes leaders et les chefs de quartiers sur le calendrier électoral ainsi que sur les enjeux y afférents. Au final, et pour la MONUSCO, ce séminaire qui s'était déroulé en deux étapes devait permettre de sensibiliser les participants *"à abandonner la culture de la violence dans toute action de revendication"*.

C'est dans ce sens que l'Administrateur du territoire d'Uvira, qui avait présidé la

cérémonie d'ouverture avait circonscrit son intervention. Pour Lunganga Lenga, *"il est indispensable que les gens et donc les jeunes, travaillent avec les autorités pour trouver les moyens pacifiques aux problèmes, au lieu de recourir à la violence ou exiger le départ de telle ou telle autorité en cas de conflit"*. La première phase de cette formation avait réuni tous les chefs de quartiers et les leaders des jeunes d'Uvira ; la deuxième phase concernait les 14 quartiers que compte la Cité d'Uvira. Au total, ce sont quelque cent soixante-dix jeunes leaders et Chefs de quartiers qui avaient ainsi été formés à la culture de la non-violence et sensibilisés sur l'Accord-cadre d'Addis-Abeba, le nouveau calendrier électoral, le respect de la loi.. Avec l'espoir qu'ils en feront bon usage pour l'enracinement de la culture de la paix, la sécurité et la stabilité en RDC ■



Des jeunes et des chefs de quartiers renforcent leurs capacités sur les mécanismes de culture de la paix - photo MONUSCO/Jean Tobie Okala

Restauration de l'autorité de l'Etat

Deux bureaux de la Direction Générale des Migrations construits par la MONUSCO

Ce nouvel appui de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO) s'élève à plus de 86,000 dollars américains.

Le Gouverneur de la Province du Sud-Kivu, Marcellin Cishambo, a procédé le 8 juin 2015 à Luvungi, village situé à 60 km d'Uvira dans la Plaine de la Ruzizi, à la pose de la première pierre de la construction des deux bâtiments devant abriter les services frontaliers de la Direction Générale des Migrations (DGM).

D'un coût total de 86,930 dollars américains, soit 43,465 dollars par projet, les

travaux de construction de ces deux bâtiments dureront trois mois. Ils sont exécutés par l'ONG locale HADEC (Action Humanitaire pour le Développement des Communautés).

Ces deux bâtiments de dix mètres de longueur et sept mètres de largeur comprennent cinq pièces chacun. Ils seront équipés d'un mobilier de bureau et d'un outil informatique (un ordinateur, une

imprimante et une photocopieuse). Et pour faire fonctionner ces outils, deux panneaux solaires de 400 watts chacun seront installés. Il faut noter qu'outre la DGM, ces bâtiments vont également abriter les services administratifs de la Police nationale congolaise (PNC), des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) ainsi que de l'Office congolais de contrôle (OCC) ■

Minembwe : 34 points focaux formés aux mécanismes de protection des civils

La Section des Affaires civiles de la MONUSCO-Uvira a organisé le 19 mars 2015 à Minembwe dans le territoire de Fizi un atelier sur la protection des civils à l'intention de trente-quatre points focaux et des autorités civiles et militaires locales.

L'atelier visait à renforcer les capacités des points focaux identifiés au sein des communautés paysannes d'une trentaine de villages du territoire de Fizi, en vue d'une meilleure appropriation du concept de protection des civils.

Pendant un jour, les participants ve-

nus des villages de Muzinda, Miko, Rugezi, Ruhemba, Monyi, Runundu, Bidegu et Mishasu se sont fait expliquer les principaux aspects du mandat de la MONUSCO, les principes fondamentaux de la protection des civils qui reste la priorité des priorités de la Mission ainsi que les mécanismes de protection ■

La MONUSCO finance la réhabilitation du canal d'irrigation de Tengetenge à Luberizi

Un Projet à impact rapide (QIP) de la Mission va créer l'emploi et rapprocher les communautés locales de la Plaine de la Ruzizi.

Le 15 mars 2015, la MONUSCO a inauguré, à Luberizi, le projet de réhabilitation du canal d'irrigation de Tengetenge, dont les travaux de construction ont été financés à hauteur de 45,300 dollars américains. Ce projet "va réunir toutes les communautés locales : Bafu-liiru, Banyamulenge, Barundi, sans exception", a estimé Armand Forster, chef de bureau intérimaire de la MONUSCO-Uvira. Au moins cent personnes, parmi ces communautés, y ont trouvé du travail.

Le canal d'irrigation de Tengetenge remonte à l'époque coloniale belge, en 1952. Il fournissait de l'eau potable à la population locale et permettait d'irriguer des champs. Il est tombé en ruines à cause des différentes guerres que la RDC et le territoire d'Uvira ont connues. Avec l'aide de la MONUSCO, l'espoir est de nouveau permis : le canal va être curé sur une distance d'au moins 7 kilomètres et un nouveau mur de soutènement sera construit.

Le projet de réhabilitation du canal

de Tengetenge vise d'autres objectifs, notamment la pacification communautaire et l'approvisionnement en eau potable pour quelque 22,000 habitants des sept villages concernés. Avec ce projet, l'activité de la pisciculture, qui n'existait plus par manque d'eau, va reprendre. Ce qui va permettre aux nombreux ménages de générer des revenus et ainsi subvenir à leurs besoins. Les riziculteurs sont également comptés parmi les bénéficiaires de ce projet de la MONUSCO ■



Une rencontre entre la MONUSCO/Uvira et le comité territorial de sécurité d'Uvira

Pour une meilleure sécurisation des populations civiles

La MONUSCO et le comité territorial de sécurité d'Uvira veulent renforcer les mécanismes de sécurité des populations.

La MONUSCO et les membres du comité territorial de sécurité d'Uvira se sont réunis le 19 mars dernier pour discuter et adopter ensemble les mécanismes de renforcement de la sécurité de plus de 900.000 habitants de ce territoire du Sud Kivu.

Elles ont d'abord identifié les principales menaces qui pèsent sur la paix dans la région, particulièrement dans la Plaine de la Ruzizi, en proie à des assassinats ciblés, des vols de bétails ; des pillages de maisons et de magasins; de la circulation illicite d'armes à feu et des arrestations illégales et arbitraires par certains services de sécurité. Les recrutements répétés de jeunes au sein des

groupes armés ont été également relevés. La crise socio-politique au Burundi voisin et ses conséquences sécuritaires et humanitaires sur le territoire d'Uvira était aussi citée comme menace potentielle.

Pour faire face à la situation d'insécurité récurrente à Uvira, la MONUSCO et le Comité territorial de sécurité d'Uvira ont plaidé pour la restauration de l'autorité de l'Etat; la sensibilisation des populations: essentielle pour briser le mur d'incompréhensions et de méfiance entre les autorités et les administrés et pour amener les populations à mieux coopérer avec les autorités et forces de l'ordre, en dénonçant par exemple tous les actes de criminalité et leurs auteurs par-

mi les groupes armés.

Les participants à cette rencontre ont, en outre, plaidé en faveur de la redynamisation des comités de suivi des violations des droits humains (Police et FARDC).

Au sujet des infiltrations constatées le long de la frontière RDC-Burundi, il avait été proposé de renforcer les procédures de contrôle, surtout le long de la Rivière Ruzizi, ainsi que le renforcement de la sécurité le long de la frontière.

Les deux parties ont exhorté les autorités provinciales à redoubler d'efforts et à s'impliquer dans la recherche des solutions pour la paix et pour la sécurité totales dans la Plaine de la Ruzizi ■

Construction des locaux pour la Police nationale congolaise

La MONUSCO a construit des locaux pour la Police nationale congolaise dans la Plaine de la Ruzizi pour un montant global de 100 000 dollars américains

Dans le cadre de son appui à la restauration de l'autorité de l'Etat et de la stabilisation de l'est de la République démocratique du Congo, la MONUSCO a financé deux nouveaux Projets à Impact Rapide (QIP) dans la Plaine de la Ruzizi. D'un montant global de 97 356 dollars américains, dont 49,917 dollars pour le Projet de Luvungi et 47 439 pour celui de Sange, ces deux projets portent sur la construction de locaux devant abriter les états-majors des commissariats de la Police Nationale Congolaise (PNC) dans ces deux localités.

A Luvungi, soixantaine de kilomètres d'Uvira, la MONUSCO construit l'état-major du District de la PNC. La Mission va doter la Police congolaise d'un local de 50 mètres sur 50 comprenant quatre bureaux, deux

salles d'audition, trois cachots séparés pour hommes, femmes et enfants et quatre latrines.

Créé en juillet 2013, l'état-major du District de la Plaine de la Ruzizi loue des bureaux auprès de particuliers. "100 dollars par mois qu'il nous est extrêmement difficile de trouver", confie un agent qui ajoute : "c'est grâce à la générosité du Chef de Groupement d'Itara/Luvungi, aux dons des civils et aux amendes transactionnelles que nous y parvenons...". D'où, la joie exprimée ce jour-là par les policiers qui n'ont pas manqué de remercier la MONUSCO "qui va ainsi nous permettre d'être enfin chez nous, autonomes et de bien faire notre travail...".

A Sange, une trentaine de kilomètres au Nord de la cité d'Uvira, la même joie était perceptible sur les visages des agents béné-

ficiaries du Projet de la MONUSCO qui vise également à doter la PNC d'un local de deux bureaux, deux salles d'audiences, deux cachots séparés pour hommes et femmes et quatre latrines.

Ces deux projets font partie des activités menées par la MONUSCO dans le cadre de la restauration de l'autorité de l'Etat à travers l'Ilot de stabilité de Sange. Ils visent tous les mêmes objectifs: améliorer les performances des prestations du personnel de la PNC de la Plaine de la Ruzizi en vue de restaurer la confiance entre la Police et la population. Doter la PNC de Luvungi et de Sange d'une infrastructure viable et conforme aux normes requises; contribuer à l'amélioration des conditions de travail de la PNC de Luvungi et Sange; améliorer les conditions de détention ■

Prison centrale d'Uvira : construction d'un quartier pour les femmes

Un nouveau Projet à Impact Rapide inauguré à Uvira le 8 mai 2015 dote la prison centrale d'un bâtiment pour femmes.

Grâce à ce projet, la MONUSCO a construit un nouveau quartier uniquement pour les femmes, le dissociant de celui des hommes qui existait bien longtemps dans ce lieu carcéral construit en 1948.

C'est dans le cadre de l'appui à la restructuration du système pénitentiaire congolais et en vue de promouvoir le principe de la séparation selon les catégories (hommes et femmes) prévues par les standards internationaux que la Section d'Appui à la Justice de la MONUSCO-Uvira avait initié ce projet d'un montant de 35,000 dollars américains, dont 800 dollars de participation communautaire.

Pour la MONUSCO, ce projet est une

contribution à l'amélioration des conditions carcérales des femmes détenues, et de leur sécurité face aux actes de violences sexuelles.

Les travaux de construction exécutés par l'Aumônerie Catholique du Diocèse d'Uvira, ont duré six mois. Ils ont consisté en la construction d'un bâtiment de 27 mètres de longueur et de 11 mètres de largeur comportant deux grandes cellules séparées d'une quarantaine de places disposant d'une guérite, d'une cuisine et d'un dépôt. La nouvelle installation comporte également deux toilettes et une douche par cellule. Lesquelles cellules sont équipées de lits avec matelas et moustiquaires.

Présidant la cérémonie d'inauguration,

Gisèle Balemire, Ministre provinciale de la Justice et Droits humains a salué "cet appui de la MONUSCO qui va permettre à la prison d'Uvira d'accueillir désormais ses détenues femmes en toute dignité et selon les standards internationaux". Elle ajoutait que, "Conformément aux recommandations des derniers Etats généraux de la Justice tenus à Kinshasa, le Gouvernement provincial du Sud-Kivu avait pris l'engagement de mettre fin à la surpopulation carcérale dans ses prisons" a rappelé Mme Balemire.

D'une capacité initiale de 250 places, la prison d'Uvira accueille aujourd'hui près de 500 personnes, dont 8 nourrissons. Ces pensionnaires avaient reçu le don de la MONUSCO de 500 matelas ■

Les officiers de police judiciaire à l'école des droits de l'Homme

Le Parquet de la Grande Instance d'Uvira et le Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme de la MONUSCO renforcent les capacités opérationnelles de vingt-neuf Officiers de Police Judiciaire.

Vingt-neuf officiers de la Police judiciaire du parquet de Grande Instance d'Uvira ont suivi une formation de renforcement des capacités opérationnelles les 16 et 17 juin 2015. Organisée conjointement par le Parquet et le Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme (BCNUDH), cette formation avait un objectif louable: renforcer les capacités des Officiers de Police Judiciaire (OPJ) pour l'amélioration de la qualité de l'exercice de leurs pouvoirs et attributions, en facilitant le droit d'accès (des justiciables) à la justice dans le cadre de la lutte contre l'impunité.

Le constat fait lors des visites des différents lieux de détention a révélé de nombreuses lacunes dans les actes posés par les Officiers de Police Judiciaire d'Uvira. Il s'agit, notamment, de la mauvaise rédaction des procès-verbaux (PV) ainsi que de la violation des droits de la personne arrêtée. En lisant leurs différents PV, *"il est souvent difficile, voire impossible de comprendre les explications fournies par les OPJ par la description des faits dont ils sont saisis et leur qualification en respect de l'interprétation de la loi pénale"*, a souligné John Kiza, membre du Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme (BCNUDH) Uvira.

Conséquence, les OPJ commettent souvent de nombreux abus dans l'exercice de leurs fonctions. Des lacunes sont également observées dans la technique de collecte des données sur les violences sexuelles. Il en est de même du Code pénal congolais: l'Officier du Ministère public (Parquet) est souvent en difficulté d'instruire ou de



Photo MONUSCO/Jean Tobie Okala

▲
Séances de formation des policiers judiciaires du Parquet de Grande Instance d'Uvira
▼

soutenir l'accusation devant le Tribunal lorsque le dossier transmis par un OPJ est truffé de lacunes graves en rapport avec les éléments de preuves. Ce qui conduit souvent à des acquittements à cause de la mauvaise rédaction du procès-verbal.

Arrestations arbitraires

Pour John Kiza, membre du BCNUDH-Uvira, *"la confusion qu'entretiennent les OPJ soit par ignorance soit par négligence dans la qualification des faits ouvre une grande brèche à des arrestations arbitraires et détention illégale des justiciables. Cette confusion est de nature à entretenir le dysfonctionnement de l'administration de la Justice avec pour corollaire la méfiance des justiciables/ de la population dans l'administration de la Justice"*.

D'où, cette exhortation du Premier Substitut du Procureur de la République d'Uvira, Alidor Tshimanga Kapeta, à l'ouverture de la formation le 16 juin: *"Les OPJ doivent s'approprier les acquis de cette formation dans le cadre de l'amélioration de la qualité de leur travail et éviter ainsi l'arbitraire qui pourrait les exposer à des sanctions"*.

Quatre thèmes avaient été développés lors de cette série de formation de deux jours: Pouvoirs et attributions des Officiers de Police Judiciaire(OPJ); les Droits de la personne arrêtée; les techniques de collecte des données en matière des violences sexuelles et la géolocalisation des données téléphoniques ■



Photo MONUSCO/Jean Tobie Okala

La MONUSCO soutient les FARDC pour neutraliser le Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI)

Débutées le 3 juin 2015, les opérations militaires conjointes MONUSCO-FARDC contre le Front de Résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) se poursuivent avec succès.

Par Laurent Sam Ousou/MONUSCO

Les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et les casques bleus de la MONUSCO continuent de traquer les combattants du FRPI dans le Sud du territoire d'Irumu, dans le district de l'Ituri, en province Orientale. Les opérations se poursuivent dans les localités de Gety, Aveba et Bukiringi. Selon des sources militaires, le bilan de la traque de ces deux derniers mois fait état de quarante-quatre (44) rebelles tués, cinquante-six (56) blessés, soixante-dix-huit rendus et un nombre important d'enfants associés à ce groupe armé démobilisés.

Ces opérations militaires ont débuté après plusieurs jours de négociations entre le gouvernement et le FRPI sous les bons offices de la MONUSCO. Les pourparlers ayant échoué, les rebelles ont repris les armes et renoncé au processus de démobilisation.

Ce qui a provoqué un tollé général au sein des populations meurtries de l'Ituri et des autorités locales.

Emmanuel Leku, chef de division unique de l'Ituri et membre de la commission des forces vives instituées à Bunia par le ministère de la Défense, a déploré et fustigé l'attitude du FRPI durant ces négociations infructueuses : « le FRPI a revendiqué l'amnistie ; la reconnaissance de leurs grades et des primes. Ils l'ont répété devant nous. Mais, nous avons constaté que l'unité de commandement de ce groupe armé n'existe pas. Le chef décide, les subalternes s'opposent. Nous avons constaté que chaque membre de ce groupe s'est armé à sa manière ».

Le leader du FRPI, Mbadu Adirodu, rejette ces arguments et reste campé sur la position de son groupe, celle de voir le gouvernement amnistier globalement les rebelles et recon-

naitre leurs grades.

Selon la société civile du Walendu Bindi, les opérations militaires contre le FRPI ont occasionné le déplacement, d'environ dix-sept mille (17 000) personnes. Pour Dieudonné Mbafefe, « la forte concentration de déplacés de guerre dans la chefferie de Walendu-Bindi est perceptible notamment à Sorodo où il y aurait environ sept mille (7000) personnes. C'est presque le même effectif à Bukiringi, et plus de deux mille cinq cents (2500) personnes se sont réfugiés à Gety-mission. »

Les personnes déplacées par la guerre « sont dépourvues de tout. Elles ont tout abandonné. Elles n'ont pas de nourritures. Il y en a qui dorment dans les églises, d'autres dans les écoles ».

Bien que l'opération militaire en cours ait pu réduire de 20% la force de la milice estimée à 600 combattants selon les FARDC, on note cependant la recrudescence des attaques contre la population civile.

La MONUSCO intensifie des patrouilles diurnes et nocturnes dans le Sud Irumu, en utilisant des drones pour traquer les combattants du FRPI. La Mission a aussi mis en place des mécanismes d'alerte précoce entre les FARDC et la population en vue d'une réponse rapide aux menaces récurrentes de ce groupe armé.

Face à la récurrence des incidents perpétrés par les miliciens du FRPI contre les populations civiles et malgré les appels répétés à la reddition volontaire lancés par la MONUSCO et les FARDC à travers des campagnes de sensibilisation, les troupes congolaises soutenues par la Force de la MONUSCO ont repris les opérations contre le FRPI dans la région de Aveba.

Ainsi, le 24 juillet 2015, en soutien aux FARDC, deux (02) hélicoptères d'attaque de la MONUSCO ont bombardé le "camp Rambo" du FRPI situé à l'Ouest de la localité de Aveba, suivi d'une insertion hélicoptérée de troupes spéciales Guatémaltèques dès le 25 Juillet qui mènent avec détermination des opérations de bouclage et de ratissage après avoir détruit cette base rebelle ■



Photo MONUSCO

Des éléments du FRPI, dans l'Ituri

Kabumbulu, un groupement sinistré au cœur du Katanga

Suite à des alertes émises par le chef du Groupement Kabumbulu, dans la chefferie de Mulongo, territoire de Malemba Nkulu, faisant état d'une situation de sinistre humanitaire alarmant, la MONUSCO et les agences humanitaires ont effectué une mission conjointe de protection des populations civiles de ce territoire à la fin du mois de mai 2015. La mission à laquelle ont pris part des membres de la Section des Affaires civiles de la MONUSCO ainsi que quelques agences du système des Nations Unies œuvrant dans le domaine humanitaire, visait à évaluer la situation sécuritaire et de protection des civils dans la zone de Kabumbulu après les attaques des milices survenues le 19 mars 2015.

Par Nana Rosine Ngangoue et Jean Ngandu/MONUSCO

Ce que la délégation a observé sur place est désolant. Depuis 2001, les populations vivent sous une menace armée constante des milices d'un seigneur de guerre du nom de Mvuende. Les différentes incursions de ces milices sont accompagnées de viols, meurtres, exactions, extorsion et pillages. Les infrastructures de base: écoles, centre de santé, couvents, sont pillés et brûlés au cours de toutes les incursions. L'autorité de l'Etat y est absente. Tous les symboles de l'Etat : bureau de la Police Nationale Congolaise, l'Agence nationale des renseignements, le bureau chef de Groupement sont ciblés et détruits.

L'isolement de cette localité est notoire. Selon la population, le Groupement n'a pas reçu de visite d'une quelconque autorité politique et administrative depuis plusieurs années. La mission conjointe de protection menée par la MONUSCO et les humanitaires est la première dans cette localité depuis plus de 18 ans. Ça et là, on peut encore observer des plaques signalant la présence à un moment ou à un autre des ONG humanitaires dans le groupement. Mais les populations sont incapables de se souvenir d'une assistance récente qu'ils auraient pu recevoir de ces ONG.

Les origines de la crise

Kabumbulu est un groupement du territoire



Un hélicoptère de la MONUSCO, le premier aéronef à atterrir à Kabumbulu depuis plus de 18 ans

Photo MONUSCO/Nana Rosine Ngangoue

de Malemba Nkulu. Il est érigé le long du fleuve Congo. Il compte 18 villages et une population évaluée à plus de 46.750 âmes. Des 18 villages que comprend le groupement, plus de la moitié est contrôlée par le seigneur de guerre Mvwende. D'autres villages sont contrôlés par le chef coutumier Mushikonke.

Depuis 2001, le groupement de Kabumbulu est l'objet d'insécurité quasi permanente. La cité avait été le théâtre d'un affrontement sanglant entre les milices de Mvuende et les FARDC au cours duquel trois militaires FARDC avaient été tués. En représailles, les militaires pillèrent la cité. Ce qui provoqua un grand mouvement de population qui déserta la cité. A partir de cette date, l'insécurité restera entretenue par les milices du seigneur de guerre Mvuende jusqu'en 2010, parfois appuyée par les éléments d'un autre seigneur de guerre, Macchabée.

D'après les autorités locales, le 24 février

2010, en pleine cérémonie d'intronisation du chef Mushikonke Kapome III, une attaque conduite par Mvuende sera lancée contre la cité de Kabumbulu au cours de laquelle la cité sera littéralement pillée et la cérémonie d'intronisation complètement perturbée. Bilan : deux enfants et un infirmier furent tués par les balles des milices Mvuende, plusieurs écoles pillées, des habitations brûlées, des magasins pillés, des centaines des personnes blessées et une cité sacagée.

Depuis, aucune action réparatrice n'a été entreprise. Le groupement qui est également abandonné à des inondations régulières, est comme abandonné. Selon le responsable local des services de sécurité, les différents administrateurs de territoire qui se sont succédés à Malemba Nkulu n'ont jamais effectué d'itinérance dans la zone. Les représentants du Parquet près le Tribunal de paix basé à Malemba Nkulu ne se rendent jamais à Kabumbulu, pourtant situé seulement à 54 Km au Nord de peur d'être attaqués.

Les habitants de Kabumbulu ne caressent qu'un seul rêve, voir les autorités s'impliquer pour améliorer les conditions sécuritaires et sociales de la population. A l'unisson, ils indiquent que la solution à la situation humanitaire désastreuse à Kabumbulu ne pourrait venir que du retrait de Mvuende de cette zone afin de permettre à la population de vivre enfin en paix ■

18 juillet 2015

Journée Internationale Nelson Mandela. Un prix pour des humanistes

Nelson Mandela a consacré 67 ans de sa vie à lutter pour les droits de l'homme et la justice sociale. En cette Journée internationale, l'Organisation des Nations Unies s'est jointe à la Fondation Mandela pour demander que le 18 juillet, partout dans le monde, chacun consacre au moins 67 minutes de son temps à la collectivité. Le sens de la Journée internationale Nelson Mandela, c'est de faire le bien pour ses congénères et vise à engager la grande famille humaine à se mobiliser pour bâtir un monde plus pacifique, plus viable et plus équitable. "Lui réserver une Journée dans l'année est le meilleur hommage que l'on puisse rendre à un homme hors du commun qui incarne les valeurs les plus nobles de l'humanité" a dit le Secrétaire général des Nations Unies.

Par Joseph Tshimanga/MONUSCO

Cette année, pour la première fois, Un Prix des Nations Unies Nelson Rolihlahla Mandela, institué par L'Assemblée Générale, a été remis aux lauréats de 2015. Il s'agit du Docteur Helena Ndumé de la Namibie et de Son Excellence Jorge Fernando Branco Sampaio du Portugal. Tous deux ont œuvré dans un esprit de tolérance, de partage et d'humanisme qui leur ont valu d'être cités par le Comité de sélection, jugez-en.

Dr. Helena Ndume (Namibie)

Le docteur Helena Nduma (Namibie) est une ophtalmologue qui consacre sa vie à soigner la cécité et les maladies ophtalmologiques, aussi bien en Namibie que dans l'ensemble des pays en développement.

Née en Namibie, elle a vécu en exil en Zambie, en Gambie et en Angola avant de partir étudier la médecine à l'Université de Leipzig (Allemagne), où elle a obtenu son doctorat en 1989. En 1995, alors qu'elle assistait à une conférence médicale aux États-Unis, elle a rejoint les quelque 600 chirurgiens ophtalmologiques bénévoles de l'organisation américaine, commençant rapidement à mettre en place des camps de soins en Namibie. Depuis, plusieurs groupes internationaux, tels que SEE ou Seeing With-



out Borders, ou des médecins à titre individuel, se rendent chaque année en Namibie pour mettre leur temps et leurs compétences au service des plus démunis ayant besoin de soins ophtalmologiques. Les camps de soins ont rencontré un tel succès en Namibie que le docteur Ndume a décidé d'élargir son projet à l'Angola voisin.

À ce jour, le docteur Ndume a permis à plus de 30 000 Namibiens de bénéficier de soins ophtalmologiques gratuits (interventions chirurgicales et implants intraoculaires pour soigner la cécité, la cataracte et la myopie). Elle est actuellement Chef du Service d'ophtalmologie à l'Hôpital central de Windhoek et a reçu de nombreux prix et distinctions internationaux.

S.E. Jorge Fernando Branco Sampaio (Portugal)

Né en 1939, Jorge Fernando Branco Sampaio a reçu son diplôme de droit de l'Université de Lisbonne en 1961. Élu président du syndicat des étudiants de la faculté de droit, il s'est distingué comme l'un des chefs de file du mouvement de lutte pour le rétablissement de la démocratie au Portugal, qui triompha avec la Révolution des œillets (1974) et la mise en place d'un régime constitutionnel démocratique et libéral en 1976.

Dans les années 60 et au début des années 70, M. Sampaio porta de nombreuses affaires devant les tribunaux de la dictature, prenant la défense de prisonniers politiques et révélant au grand jour les exactions de la police. Il s'engagea pour le respect des droits de l'homme en qualité de membre de Commission européenne des droits de l'homme du Conseil de l'Europe, de 1979 à 1984.

Depuis 1976, M. Sampaio soutient inégalement la consolidation de la démocratie portugaise, que ce soit en tant que par-



lementaire, porte-parole du Parti travailliste, Secrétaire d'État à la coopération extérieure, maire de Lisbonne (1989-1995) ou encore Président de la République (1996-2006).

Au cours de sa présidence, M. Sampaio s'est employé à présenter le Portugal comme un pays démocratique et moderne et à le faire reconnaître sur la scène internationale. Ardent défenseur de la construction européenne, il a appuyé activement l'élargissement de l'Union européenne à tous les pays démocratiques d'Europe mais aussi à la Turquie.

Il a supervisé la rétrocession de Macao à la Chine et soutenu l'octroi de l'indépendance au Timor-Leste.

En tant que premier Envoyé spécial du Secrétaire général chargé de l'initiative "Halte à la tuberculose" (2006-2012), M. Sampaio s'est employé à faire prendre conscience à la communauté internationale de l'ampleur et des conséquences de la maladie pour la réalisation des objectifs du développement pour le Millénaire. En qualité de Haut-Représentant des Nations Unies pour l'Alliance des civilisations (2007-2013), poste auquel il a été nommé par Ban Ki-moon, le Secrétaire général des Nations Unies, il a créé une instance essentielle en faveur du dialogue et de la coopération contre la haine et la violence ■



SE CONNECTER À NOUS

www.monusco.unmissions.org
www.facebook.com/monusco.org
www.twitter.com/monusco
www.youtube.com/monusco
www.flickr.com/monusco